

Audience publique du 21 mars 2005

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise gracieuse

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 18821 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 8 novembre 2004 par Maître Gaston VOGEL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., ... , domicilié à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 3 septembre 2004 (n° GR 102.2003) ayant rejeté sa demande en remise gracieuse ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment la décision directoriale déférée ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Aurore GIGOT, en remplacement de Maître Gaston VOGEL en ses plaidoiries respectives aux audiences publiques des 2 et 16 mars 2005.

Considérant qu'en date du 17 juin 2003 Monsieur ... présenta auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après « *le directeur* », une demande en remise gracieuse sur base du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung (AO)* », tel que modifié par la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, concernant l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1996 établi par voie de taxation suivant le paragraphe 217 AO ;

Que par décision du 3 septembre 2004 le directeur rejeta la demande en remise gracieuse en question comme n'étant point fondée ;

Considérant que par requête déposée en date du 8 novembre 2004, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision directoriale précitée du 3 septembre 2004 ;

Considérant qu'en vertu des dispositions combinées du paragraphe 131 AO et de l'article 8(3)1 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 précitée, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal ;

Que ce recours ayant été par ailleurs introduit suivant les formes et délai prévus par la loi, il est recevable ;

Que dès lors le recours en annulation introduit en ordre subsidiaire, est irrecevable ;

Considérant qu'à l'appui de son recours le demandeur fait valoir que la décision directoriale déférée est critiquée pour excès et détournement de pouvoir, sinon violation de la loi ;

Qu'il se serait tout simplement trouvé dans l'impossibilité absolue d'établir les déclarations d'impôt pour les années 1992 à 1996, alors que, dans le cadre d'une affaire pénale, le Parquet général avait saisi l'intégralité de ses documents relatifs à cette période ;

Que les pièces en question n'auraient pu être récupérées qu'à compter du 9 octobre 2003, de sorte que ç'aurait été l'Etat lui-même qui aurait mis le demandeur dans l'impossibilité de remplir ses obligations fiscales ;

Qu'il aurait en outre régulièrement informé le préposé du bureau compétent de Capellen de cette impossibilité absolue tout en ayant signé à chaque demande afférente une déclaration de renonciation à la prescription ;

Que plus particulièrement il aurait été informé par l'administration des Contributions directes que faute d'avoir déposé une déclaration pour les années 1992 à 1995, il serait inutile de procéder au dépôt de celle pour l'année 1996 ;

Que dans ces circonstances il se serait trouvé face à une rigueur incompatible avec l'équité, de sorte que la décision directoriale déférée serait à réformer en ce sens ;

Considérant qu'une remise gracieuse se conçoit dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est point contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement selon la personne du contribuable ;

Qu'une demande de remise gracieuse s'analyse exclusivement en une pétition du contribuable d'être libéré, sur base de considérations tirées de l'équité, de l'obligation de régler une certaine dette fiscale et ne comporte par nature aucune contestation de la légalité de la fixation de cette même dette ;

Que la fonction de remise en équité ne saurait être ni d'abolir les délais pour exercer un droit, ni de permettre par la voie indirecte de procéder à une nouvelle fixation d'une cote d'impôt définitivement ancrée (cf. trib. adm. 17 octobre 2001, n° 13099 du rôle, Pas. adm. 2004, V° Impôts, n° 246, p. 424) ;

Considérant que tel que le retient le directeur à juste titre, les faits actuellement soumis au tribunal ont déjà été qualifiés dans un contexte voisin d'astreinte pour non-dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1998 (cf. trib. adm. 6 février 2002, n° 13679 du rôle, Pas. adm. 2004, V° Impôts n° 271, n° 428) ;

Qu'ainsi il a été jugé que face à l'impossibilité, selon lui totale, d'établir les déclarations d'impôt pour les années 1992 à 1996 invoquée par Monsieur ..., il a pu être retenu à juste titre par le directeur à l'époque que même à supposer que les faits invoqués aient mis le demandeur hors d'état de produire les documents demandés, ils n'étaient cependant pas de nature à l'empêcher de solliciter utilement une prorogation du délai pour déposer les déclarations requises par la loi ;

Que de même, compte tenu du principe de l'annualité de l'impôt, il a été retenu encore que rien n'empêchait le demandeur de déposer notamment la déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 1996, relativement à laquelle les pièces n'ont pas fait l'objet d'une saisie, aucun élément contraire pertinent n'ayant été établi à ce sujet par le demandeur, ni ne l'étant actuellement par lui ;

Que relativement aux exercices fiscaux 1992 à 1995 l'empêchement invoqué par le demandeur du fait de la saisie de pièces opérée, a été relativisé à l'époque par le directeur à partir du fait y retenu et non autrement contesté, suivant lequel le bureau d'imposition a, en lieu et place du recourant, demandé et obtenu de la part des autorités et tiers-détenteurs toutes les pièces afférentes aux recettes réalisées par Monsieur ... pendant les années 1992 à 1995, anticipant ainsi ce dernier dans son devoir de demander un duplicata des pièces saisies à qui de droit, étant entendu pour le surplus qu'en cas de besoin, une consultation sur place par le demandeur de pièces saisies indispensables aux fins de compléter les données à déclarer n'a pas été affirmée par lui comme étant impossible ;

Qu'enfin, toujours d'après le prédit jugement du 6 février 2002, l'obligation légale de fournir les déclarations fiscales n'était pas utilement tenue en échec par les renonciations à prescription signées par le demandeur ;

Considérant qu'au vu du caractère constant des éléments invoqués par le demandeur ci-avant relatés, le directeur a pu valablement retenir, dans le cadre de l'analyse de l'existence d'une rigueur incompatible avec l'équité, le caractère non-pertinent de l'impossibilité de remplir ses déclarations suite à une saisie de la part de la police judiciaire de ses documents invoquée par Monsieur ... ;

Considérant que la décision directoriale déférée est encore à confirmer, en ce qu'elle a retenu que les autres moyens invoqués, dans la mesure où ils sont réitérés devant le tribunal, s'analysent en des contestations de la légalité matérielle de l'imposition, intervenue sur taxation en vertu du paragraphe 217 AO, étrangères en tant que telles à la matière gracieuse ;

Considérant que pas plus que devant le directeur, le demandeur ne conclut en l'espèce dans la direction d'une rigueur subjective, de sorte que la décision directoriale de rejet déferée est encore à confirmer sur ce point ;

Considérant qu'il suit des développements qui précèdent que le recours n'étant justifié en aucun de ses moyens, il laisse d'être fondé ;

Considérant qu'encore que la requête introductive d'instance ait été notifiée à l'Etat le jour de son dépôt, 8 novembre 2004, la partie publique n'a point comparu, aucun mémoire n'ayant été déposé en son nom, de sorte que conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le tribunal est néanmoins amené à statuer à l'égard de toutes les parties suivant une décision juridictionnelle ayant les effets d'un jugement contradictoire.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours en réformation recevable ;

au fond, le dit non justifié ;

partant en déboute ;

déclare le recours en annulation irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais .

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 21 mars 2005 par :

M. Delaporte, premier vice-président,

Mme Thomé, juge,

M. Sünner, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Delaporte